

Daniel Bensaïd

Salariés, jeunes, cause commune...

Solidarités : *La mobilisation contre le CPE est la troisième mobilisation sociale en France depuis une année : penses-tu qu'on peut parler d'une nouvelle vague de luttes sociales en France ?*

Daniel Bensaïd : Il y a différentes manières possibles de périodiser le mouvement social en France. Ainsi, les grèves de l'automne 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale et pour la défense du service public marquent sans aucun doute une date clef dans la résistance aux contre-réformes libérales. Si cette lutte n'a pas pu empêcher la réforme de s'appliquer, elle a entraîné la chute différée (un an après) du gouvernement Juppé. En outre, elle s'inscrivait dans un mouvement plus général d'oppositions croissantes aux politiques libérales qui s'est exprimé à partir de 1999 dans le mouvement altermondialiste.

Une nouvelle séquence est apparue à partir de l'élection présidentielle de 2002 et du hold-up électoral réussi à l'époque par Jacques Chirac, élu au second tour grâce à la peur de Le Pen, avec un score à la Loukachenko (82 % des voix !), alors qu'il n'avait recueilli que 18 % au premier tour !

Il en est résulté une majorité et un président à la légitimité très faible et pourtant très brutal dans la poursuite des réformes libérales. Ainsi, il y a eu en 2003 un grand mouvement de mobilisation contre la réforme des retraites (avec une grève de plusieurs semaines des enseignants), mais ce mouvement a été battu. Il y a depuis deux ans des luttes locales contre les délocalisations et les priva-

tisations, mais la plupart défaites (comme plusieurs grèves dures à Marseille à l'automne dernier). Plutôt que d'une nouvelle vague de luttes, on pourrait donc parler d'un durcissement des résistances sociales, mais l'avenir dépend désormais beaucoup de l'issue de la lutte contre le CPE.

Une mobilisation de cette ampleur ne se reproduit pas tous les ans. C'est pourquoi gouvernement et manifestants (mouvement jeune comme syndicats, parents, etc.) sont conscients de ce qui se joue. Il serait en effet un peu court d'attribuer l'intransigeance gouvernementale au caractère psychorigide de Villepin. Il l'est sans doute, mais c'est secondaire par rapport au fait que le gouvernement sait très bien que s'il parvient à passer en force malgré cette mobilisation, l'horizon sera dégagé pour le démantèlement encore plus systématique du Code du travail, la précarisation généralisée, la flexibilisation, le durcissement de la législation discriminatoire sur l'immigration, etc. En revanche, s'il était forcé à reculer, les réformes libérales seraient bloquées jusqu'à l'élection présidentielle de 2007 et le climat serait tel qu'en cas même de victoire de la gauche social-libérale elle aurait du mal à trouver des marges de manœuvre dans un rapport de force moins défavorable au mouvement social.

Solidarités : *Crois-tu qu'il y a la possibilité de créer des liens entre les différentes luttes sociales ? Et si oui, comment ? La relation entre les étudiants et jeunes des banlieues est souvent tendue...*

D.B. : C'est plus qu'une possibilité. Ces liens existent déjà. Et c'est assez logique étant donné que la question du contrat première embauche illustre et cristallise la précarisation généralisée de l'emploi sous différentes

formes et à différents niveaux. C'est pourquoi la mobilisation commune jeunes/salariés ne relève pas cette fois d'une « solidarité » extérieure des seconds envers les premiers, mais d'une cause commune. C'est aussi ce qui explique la participation des enseignants au mouvement (participation et non solidarité) ou le soutien des principales organisations de parents d'élèves aux manifs, voire aux occupations et blocages d'établissements scolaires. Contrairement à ce que prétend le gros mensonge gouvernemental, le CPE n'est pas une réponse ciblée au soulèvement des banlieues en novembre dernier, destiné à ouvrir le marché du travail aux jeunes les plus exclus. Il n'est en effet que le frère jumeau du contrat nouvel embauche (CNE) destiné aux chômeurs et mis en place par surprise, en pleines vacances, en août 2005 pendant la marche accélérée des cent premiers jours de gouvernement Villepin. La soudaineté de la mesure, le poids du chômage et de la précarité sur les salariés ont fait que la riposte à l'époque n'a pas eu lieu. Mais les syndicats ont parfaitement compris qu'il s'agissait d'une offensive en règle contre le Code du travail et les garanties de négociation collective. Il y a donc bien une base commune et des intérêts convergents, même s'ils ne sont pas spontanément conscients chez tous les acteurs.

C'est là qu'intervient le rapport entre étudiants et jeunes des banlieues. Mais les catégories sont discutables et leur opposition dans une large mesure artificielle. Sociologiquement d'abord. La grande majorité des jeunes dits des banlieues sont aussi des collégiens et des étudiants comme les autres qui manifestent et occupent leurs lycées ou leurs facs (par exemple dans mon université, Paris-VIII, qui est dans le 93 – devenu emblématique des départements désolés – et y recrute la majo-

rité de ses étudiants). Le gouvernement a beaucoup parlé de « mixité sociale » après le soulèvement de novembre. Pratiquement, cette rhétorique n'a débouché que sur une promotion homéopathique de figures issues de ce que l'on appelle désormais dans le discours officiel les « minorités visibles » : un ministre « de l'Égalité des chances » d'origine maghrébine, un « préfet musulman » nommé par Sarkozy, un présentateur intermittent de télévision antillais... La véritable mixité sociale, elle se trouve au contraire dans la grande « majorité invisible » des manifestants, dans la rue, dans les amphis. Il suffit d'observer les cortèges des collèges de banlieues.

Alors l'opposition entre facs et banlieues (ou entre vrais étudiants et casseurs) est une construction discursive du pouvoir et des médias. Ainsi, le fameux ministre à l'Égalité des chances (les jeunes de banlieue l'ont baptisé « le fayot de la République ») a publié le 17 mars une tribune scandaleuse dans le journal *Libération* : « En novembre, on a demandé aux jeunes des banlieues de respecter la loi française. Leurs actes de destruction ont été sévèrement sanctionnés. Voilà pourquoi ces mêmes jeunes ne comprendraient pas pourquoi des lycéens et des étudiants auraient, eux, le pouvoir de changer une loi avec laquelle ils ne sont pas d'accord, en occupant des universités et la rue. »

Il faut donc être clair sur les proportions. La grande majorité des jeunes dits de banlieues font partie du mouvement anti-CPE comme les autres. Il peut y avoir une minorité, très infime (quelques centaines par rapport à des centaines de milliers de manifestants), qui agresse les manifs (spontanément ou non). Mais il faut distinguer les résistances légitimes face aux violences structurelles de la société, à la brutalité, aux violences quoti-

diennes de différents degrés (du harcèlement policier au harcèlement moral, en passant par les humiliations quotidiennes). C'est pourquoi nous avons soutenu inconditionnellement les émeutes des banlieues. Elles étaient légitimes, face aux multiples formes de ségrégation (sociale, spatiale, scolaire, raciale), même si leurs formes et leur efficacité pouvaient être parfois discutables. Mais, pour pouvoir discuter, il fallait d'abord soutenir et comprendre avant de juger. Ainsi, si certaines violences ont été autodestructrices ou autophages, portant préjudice au voisin de palier ou aux équipements sociaux pris comme symboles de l'institution étatique en général, c'est aussi le produit d'une situation. En 1968, on voulait brûler la Bourse, mais aujourd'hui pour des jeunes ghettoïsés dans leurs cités, le centre-ville est une terre étrangère et hostile. Ils se révoltent sur leur territoire familial, là où ils se sentent davantage chez eux, quitte à autodétruire le peu d'équipements sociaux et scolaires qui symbolisent aussi leur échec.

De même, si des jeunes manifestants affrontent la police, ce ne sont pas forcément « les casseurs » que dénonce le gouvernement (d'ailleurs les comparutions immédiates des manifestants arrêtés indiquent qu'il s'agit jusqu'à ce jour, dans leur grande majorité, d'étudiants ou de lycéens « normaux »). Et même si des jeunes sur un parcours de manif brisent une vitrine pour s'offrir des lunettes de soleil qu'ils ne pourraient jamais se payer, ce n'est pas bon pour l'image de la manif, mais ça n'a rien de dramatique. En revanche, quand des groupes (de quelques dizaines) agressent les manifestants dans les cortèges (ce qui s'était déjà produit dans le mouvement lycéen de l'an passé) pour leur voler leurs téléphones, ils portent atteinte au droit de manifestation, terrorisent les manifestants et jouent un rôle classique

de briseurs de grève. C'est la petite fraction traditionnelle de lumpen qui parasite le mouvement et peut servir à l'occasion de groupes de choc pour la droite. C'est sans doute l'expression d'une détresse. Mais le comprendre ne le justifie pas. Il importe donc que les services d'ordre des manifs, sans collaborer avec la police, assurent la propre sécurité des manifestations contre ces provocations.

SolidaritéS : *Quelles sont les analogies et les différences entre ce mouvement contre le CPE et d'autres mouvements d'étudiants en France dans le passé ? Mai 1968 par exemple ?*

D.B. : Si les médias internationaux s'intéressent à la comparaison entre mai 1968 et mars 2006, c'est beaucoup moins le cas en France, et les jeunes mobilisés semblent plutôt vouloir se débarrasser une fois pour toutes du poids envahissant des soixante-huitards fatigués et de leurs récits d'anciens combattants.

Les similitudes sont à peu près celles qu'on a retrouvées dans tous les grands mouvements de jeunesse depuis bientôt un demi-siècle : enthousiasme, courage, humour, insolence, imagination... Mais les différences sont bien plus importantes que les ressemblances. La principale tient évidemment au contexte. En 1968, nous approchions sans le savoir du terme des « trente glorieuses » (plus d'un quart de siècle de croissance). Nous étions dans une situation de quasi plein emploi (moins de 200 000 chômeurs dits « de friction » – autrement dit de courte durée – si ma mémoire est bonne, donc sans grande inquiétude pour l'avenir. Les thèmes initiaux du mouvement étaient ceux d'une critique de la fonction idéologique de l'université et notamment des « sciences humaines » (inspirée, entre autres, de l'expérience de l'université critique de Berlin), d'une critique de la société de consommation et de spectacle, d'une

critique de la vie quotidienne (Henri Lefebvre) et de la répression sexuelle, et surtout de la solidarité internationale contre la guerre du Vietnam (la guerre d'Algérie et la révolution cubaine avaient marqué l'expérience de cette génération), mais aussi avec les étudiants polonais en lutte contre la bureaucratie. Ainsi, la journée portes ouvertes, organisée une semaine après la date symbolique du 22 mars à l'université de Nanterre (elle n'a pas réuni plus de 400 ou 500 étudiants), était organisée en commissions sur ces questions internationales, sur la solidarité avec les luttes ouvrières qui connaissaient une reprise, et sur l'immigration. Le mouvement se définissait d'ailleurs plus comme un mouvement politique anti-impérialiste, anti-bureaucratique et anticapitaliste, que comme un mouvement revendicatif ou syndical.

Aujourd'hui, après une vingtaine d'années de réaction libérale ou « social-libérale », nous avons au contraire près de trois millions de chômeurs, près de six millions d'exclus ou précaires, un nombre croissant d'étudiants qui mangent aux restaurants du cœur ; il y a des salariés sans domicile fixe, et plus d'un million d'enfants au-dessous du seuil de pauvreté. Autrement dit, l'avenir est devenu sombre et inquiétant (80 % de la population pense désormais que les enfants connaîtront des conditions de vie pires et non plus meilleures que leurs parents, et 5 % seulement des jeunes se disent confiants dans l'avenir – contre 20 % en Allemagne et 30 % aux États-Unis). Le rapport de force social est donc fortement dégradé par la spirale des défaites passées (dont celle de 2003 sur les retraites). C'est aussi ce qui explique la massivité exceptionnelle du mouvement étudiants-lycéens-collégiens et la liaison assez naturelle avec les syndicats salariés : la précarité est le lot commun. Jusqu'au

milieu des années soixante-dix, les pauvres étaient concentrés dans les couches les plus âgées et les moins de trente ans bénéficiaient de la relative prospérité des « trente glorieuses ». C'est à partir de 1975 que le pays a commencé à découvrir le chômage de masse en franchissant le seuil du million de chômeurs (contre 250 000 cinq ans plus tôt). Puis, dans les années quatre-vingt, a commencé la longue marche des jeunes pour l'emploi avec la multiplication de « contrats aidés », dispositifs, « emplois jeunes », stages. Ils sont peu à peu sortis de plus en plus tard du cocon familial, redevenu une forme élémentaire de solidarité et de protection. C'est ce que les sociologues appellent « l'allongement de la jeunesse » et qui est en réalité une dépendance prolongée. Alors que 75 % des jeunes embauchés dans l'année suivant la fin de leur formation obtenaient encore un contrat de travail à durée indéterminée en 1984, ils ne sont plus aujourd'hui que 50 %. L'écart de rémunération entre les quinquagénaires et les trentenaires atteint désormais 40 % et le taux d'épargne des moins de trente ans a chuté de moitié entre 1995 et 2001, alors que celui des quadras et des quinquas augmentait.

En outre le contrôle des partis et des syndicats traditionnels sur les travailleurs est bien moindre qu'en 1968 et la culture démocratique des mouvements sociaux a progressé au fil des expériences de comités de grèves, de coordinations (des infirmières ou des cheminots dans les luttes passées), des assemblées générales, d'autant plus que les nouveaux moyens de communication permettent de briser le monopole des directions bureaucratiques centralisées sur la circulation de l'information.

SolidaritéS : *Quelles sont, selon toi, les raisons de cette meilleure capacité de relations et de*

lien avec les travailleurs et leurs organisations par rapport à 68 ?

D.B. : En plus des facteurs mentionnés précédemment, il faut souligner le rôle des organisations politiques (principalement « trotskistes » et libertaires) extraparlimentaires (mot de 68) en rupture avec la gauche gouvernementale traditionnelle. En 1968, ces courants étaient à l'état embryonnaire (nous avions été exclus du Parti communiste en 1965-1966 et les maos en étaient partis en 1967). Ils n'existaient pratiquement pas dans la classe ouvrière, mais presque exclusivement chez les étudiants et un petit peu dans les lycées. Il était donc facile pour les bureaucraties réformistes d'opposer le monde ouvrier aux « petits-bourgeois ». Aujourd'hui, les courants d'opposition radicale aux politiques libérales sont implantés chez les salariés, influents dans les mouvements sociaux et dans certains syndicats. Leurs militants ont acquis une importante expérience au fil des années. Les candidats d'extrême gauche (Ligue communiste et Lutte ouvrière) ont obtenu plus de 10 % à l'élection présidentielle de 2002 contre 17 % au Parti socialiste et 3,5 % au Parti communiste. Bref, les rapports de forces au sein du mouvement social ont considérablement évolué.

SolidaritéS : *Crois-tu que les différences par rapport au passé soient liées aussi aux changements de l'université française ces dernières années ? Les étudiants d'aujourd'hui, suite aux réformes universitaires des dernières années, sont-ils différents par rapport à ceux du passé ?*

D.B. : Bien sûr, en 1968 nous étions au début de la massification de l'enseignement supérieur, et il n'y avait encore qu'une minorité (15 %) d'une classe d'âge à accéder au baccalauréat et les enfants des classes populaires

n'étaient qu'une petite minorité de cette minorité, *a fortiori* dans l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, près de 80 % arrivent au baccalauréat, dont une proportion importante rentre dans les universités. Même si l'inégalité de l'accès à la culture subsiste, la mixité sociale du monde étudiant s'est développée, et c'est aussi une raison du lien avec le monde du travail. De plus, il en résulte que les étudiants ne sont plus une élite assurée d'accéder à des emplois garantis, prestigieux et bien payés, mais pour beaucoup, comme vous le dites, «des précaires en formation». Cette évolution était déjà perceptible dans les deux grandes dernières mobilisations de la jeunesse : le mouvement contre la réforme universitaire de 1986 (qui avait déjà obligé un gouvernement Chirac à retirer sa loi) et un mouvement de la jeunesse en formation professionnelle contre l'instauration d'un «sous-smic» pour les jeunes en 1994.

SolidaritéS : *Les formes d'organisation de la mobilisation des étudiants ont-elles changé pendant ces dernières années ?*

D.B. : Les formes sont plus massives mais assez classiques : assemblées, coordinations élues, occupations des établissements scolaires et universitaires, blocages. Ce qui apparaît un peu plus nouveau, c'est une plus grande sensibilité aux pratiques démocratiques, une remarquable mixité hommes-femmes dans le mouvement et dans ses directions élues, un usage évidemment inconnu à l'époque de tous les moyens de communication horizontale, et aussi une plus grande méfiance envers les effets rhétoriques ; je dirais presque un plus grand sérieux dans le souci de connaître les réformes contre lesquelles ils se mobilisent, d'étudier les textes officiels, de s'informer avec précision.

SolidaritéS : *Peux-tu nous donner un tableau des différentes organisations politiques et sociales qui sont actuellement engagées dans le mouvement ?*

D.B. : Les organisations sociales le sont pratiquement toutes : des syndicats salariés (un front syndical sans précédent depuis longtemps uni jusqu'à ce jour pour le retrait du CPE), aux syndicats d'étudiants et de lycéens (majoritairement liés au Parti socialiste), en passant par les associations de parents d'élèves, etc. Sur le plan politique, les courants les plus influents dans les organisations de lutte comme la coordination étudiante (qui s'est réunie chaque fin de semaine avec trois délégués par université en lutte) sont la LCR-JCR et les libertaires. Les rapports de forces politiques y sont en effet différents de ceux qui existent dans les organisations institutionnelles comme l'Unef : les militants proches du Parti socialiste y sont bien présents, mais minoritaires par rapport aux courants plus radicaux mentionnés. Une chose curieuse, c'est l'extrême faiblesse dans le mouvement étudiant de l'Union des étudiants communistes (liée au Parti communiste).

SolidaritéS : *Quels sont les possibles effets de ce mouvement sur le cadre politique français ? Sur le gouvernement d'un côté et sur la gauche de l'autre ?*

D.B. : Il est trop tôt pour le dire à ce jour (2 avril), car tout dépend maintenant de l'issue de cette épreuve de force. Si le gouvernement parvient à passer en force malgré la puissance et l'obstination du mouvement, il aura remporté une victoire décisive et ouvert la voie à de nouvelles «réformes» de démolition des acquis sociaux. Dans ce cas, on ne peut pas exclure un vote de revanche massive de la «majorité silencieuse» aujourd'hui apeurée, comme

après 68, en faveur de la droite (probablement de Sarkozy) à la présidentielle. C'est d'ailleurs ce que redoute sans aucun doute le PS qui s'est montré constamment hostile à toute idée de renverser le gouvernement tout de suite par la rue sans attendre le verdict des urnes. Mais il se peut aussi que le peuple se venge d'une nouvelle frustration, du mépris et de la raideur affichés par le gouvernement, en le sanctionnant par un vote à gauche (y compris sans grandes illusions sur ce que feraient les sociaux-libéraux de retour au pouvoir), comme ce fut déjà le cas lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. Il est en effet probable que le mouvement actuel favorisera la reconstitution d'un «gauche plurielle bis» sous hégémonie d'un Parti socialiste synthétisé (par-delà le clivage du oui et du non au référendum) lors de son dernier congrès au bénéfice de sa droite.

Il est évident pour nous qu'après comme avant le mouvement anti-CPE, une coalition parlementaire ou gouvernementale sous cette hégémonie social-libérale est exclue. D'ailleurs, les sondages (si on peut leur accorder une part de crédit) indiquent une popularité croissante de l'extrême gauche (près de 10 %) alors que le PC ne remonte toujours pas au-dessus de 4 %. Bien sûr, à l'approche des échéances électorales, cela évoluera en faveur d'une alternance «crédible» (donc du PS) au nom de l'argument du moindre mal et de «tout sauf Sarkozy». Mais, ayant durci son langage le temps d'une campagne pour reconquérir (une partie de) son électorat populaire, le PS se trouvera alors dans une situation difficile. En effet, il ne fait guère de promesses, ne prend guère d'engagements précis en matière d'emploi, de salaires, de fiscalité, etc. Et pour mener une politique néokeynésienne comme il le prétend parfois, il devrait remettre en cause

les privatisations passées, la politique fiscale, l'autonomie de la Banque centrale européenne, les critères de Maastricht, le pacte de stabilité. Ce qu'il n'a nullement l'intention de faire comme l'a encore montré son oui au traité

constitutionnel en 2005. Pour que de nouvelles déceptions du mouvement populaire ne profitent pas alors à l'extrême droite populiste, il importera qu'une gauche 100 % à gauche, fidèle à ses engagements et aux mandats du

non au référendum comme à ceux du mouvement en cours, trace avec persévérance la voie d'une alternative anticapitaliste et non d'une simple alternance social-libérale.
SolidaritéS (Suisse) n° 86, 26 avril 2006